

NARRATIF COMMUN DU RESEAU DES NATIONS-UNIES pour la nutrition au Burkina

Élever une voix commune pour la nutrition



Ecole primaire de Sabba (BF) - Photo, Diasso, D

Octobre 2018

Objet

Au Burkina Faso, des progrès notables ont été enregistrés dans la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes, mais malheureusement celle-ci continue d'entraver la vie et l'activité de milliers de personnes notamment les femmes et les enfants de moins de cinq ans. L'élimination de toutes les formes de malnutrition est une étape indispensable pour le décollage économique durable d'un pays. Les pertes annuelles économiques associées à la sous-nutrition chez l'enfant au Burkina sont estimées à environ 409 milliards de FCFA (soit 7,7% du PIB) selon l'étude du Coût de la Faim au Burkina Faso en 2012¹.

La nutrition n'est pas seulement une question de santé publique ou d'alimentation, mais une question de développement global impliquant plusieurs secteurs (Santé, Agriculture, Elevage, Eau, Hygiène et Assainissement, Education, Autonomisation de la femme, Protection Sociale, Commerce, Emploi et Travail, Recherche ...).

La multifactorialité des causes de la malnutrition exige une réponse multisectorielle.

Il est donc nécessaire de renforcer les interventions sur le terrain en agissant de manière plus synergique et complémentaire en vue d'en améliorer la qualité et d'atteindre des couvertures universelles (plus de 90%).

Les agences des Nations-Unies intervenant dans les domaines de l'alimentation et de la nutrition sont dans un élan d'accompagnement et de soutien au Gouvernement Burkinabè, et ce pour l'atteinte des objectifs du Plan National de Développement Economique et Social (2016-2020), des Objectifs du Développement Durable (2015-2030), et de l'objectif Faim zéro (horizon 2030). Plusieurs documents d'orientation ont été élaborés dont entre autres le Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (UNDAF), l'agenda commun en nutrition du réseau des Nations Unies pour la nutrition du Burkina et la revue stratégique « Faim Zéro », qui visent à apporter un soutien unifié au développement de solides stratégies nationales de nutrition. En outre, afin d'accroître l'efficacité et de concrétiser le slogan « DELIVERING AS ONE » ou « UNIS DANS L'ACTION » qui a été lancé au Burkina Faso le 20 octobre 2016, les agences des N.U se sont ainsi engagées à parler d'une seule voix des questions de nutrition.

Au niveau national, il existe plusieurs cadres de coordination initiés par les différents secteurs. Chaque cadre de coordination, à travers le mandat de son secteur, tente d'impliquer les autres secteurs afin de se donner une dimension multisectorielle (CNCN², CNSA³, CNPS⁴, etc.) avec des niveaux d'ancrage différents⁵.

¹ Réseau UN Burkina Faso. Agenda commun des nations unies pour la nutrition au Burkina Faso ; 2017.

² Conseil national de concertation en nutrition

³ Conseil national de sécurité alimentaire

⁴ Conseil national de protection sociale

⁵ Rapport d'évaluation des besoins pour le renforcement des capacités en nutrition ; Juin 2018



Cependant, la dimension multisectorielle voulue de ces différents cadres reste limitée et les mécanismes qui permettent à ces différents cadres d'interagir entre eux afin de pouvoir embrasser une véritable dimension holistique de la nutrition restent faibles. En matière de financement de la nutrition, on note que malgré les engagements auxquels le pays a souscrit, la ligne budgétaire récemment mise en place, consacrée à la nutrition reste insuffisante et devrait être renforcée (ligne budgétaire mise en place en 2017 pour l'achat d'intrants nutritionnels)⁶.

Priorités actuelles et étapes franchies en Nutrition au Burkina Faso

Les priorités en matière de nutrition sont toujours nombreuses mais un certain nombre d'étapes ont été franchies par le pays, entre autres il ressort:

- Une tendance à la réduction de la malnutrition chronique ;
- Une amélioration des indicateurs de l'allaitement maternel exclusif ;
- Une amélioration insuffisante des indicateurs relatifs à l'alimentation de complément ;
- Une prévalence de l'anémie très élevée chez les enfants de moins de 5 ans et les femmes en âge de procréer ;
- L'importance d'accélérer la qualité et la couverture des interventions spécifiques à la nutrition ;
- L'importance de renforcer l'approche multisectorielle et de bien définir les rôles des secteurs sensibles à la nutrition ;
- L'importance de renforcer le cadre de coordination multisectorielle ;
- L'existence d'un document finalisé de politique nationale de nutrition à adopter, assorti d'un plan stratégique multisectoriel de nutrition ;
- Un engagement croissant du Gouvernement pour la nutrition ;
- Des Champions pour la nutrition désignée au niveau national ;
- Un intérêt croissant des bailleurs pour financer la nutrition au Burkina Faso ;
- L'élaboration de fiches de projets pour la mobilisation des ressources et l'organisation de la conférence des partenaires et bailleurs de la nutrition.

Ce présent document de narration commun sur la nutrition, est une harmonisation du contenu des messages du Réseau des Nations Unies pour la nutrition au Burkina, pour le plaidoyer et la communication. Il s'appuie sur des analyses croisées et interprétations des données sur la situation nutritionnelle et les enjeux d'acteurs du pays.

Il (document de narration) pourrait être utilisé comme base de discussions entre les partenaires et le gouvernement et diverses parties prenantes, à différent niveau et secteurs d'actions, incluant les médias et le secteur privé.

Au vu des constats d'insuffisance de la coordination et de synergie d'action des secteurs œuvrant dans la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes, le Réseau des Nations Unies pour la nutrition formule le contenu des messages clés ci-dessous.

⁶ RESONUT. Evaluation des engagements du Burkina Faso pour la nutrition. Août 2018. 41 pages



Messages clés et engagements

Au Gouvernement du Burkina-Faso

La mise en œuvre d'une Stratégie Nationale Multisectorielle de Nutrition repose sur l'intégration de plusieurs interventions relevant de différents secteurs⁷. Ce grand défi exige une méthodologie de travail acceptée par toutes les parties prenantes et appliquée de façon systématique⁸. Elle doit impliquer activement tous les acteurs gouvernementaux, les partenaires techniques et financiers et les bénéficiaires, depuis le niveau central jusqu'au niveau communautaire pour escompter les résultats positifs obtenus ailleurs⁹. Le renforcement de la gouvernance pour réussir une telle coordination est fondamental¹⁰. Un certain nombre de défis concerne la recherche de consensus et de coordination tels que ; la coordination de la planification, la coordination intersectorielle, la coordination verticale (centrale, régionale et communale), la coordination avec le secteur privé et le milieu universitaire. Dans le contexte du Burkina-Faso, un cadre institutionnel avec un ancrage de haut niveau apparaît nécessaire pour garantir une meilleure coordination des actions multi-acteurs et multisectorielles.

Pour cela, il est utile de :

- Adopter la politique nationale de nutrition et son plan d'action multisectoriel ;
- Réactualiser le cadre commun des résultats ainsi que le cadre de suivi et évaluation ;
- Organiser la conférence des partenaires et bailleurs en vue de mobiliser les financements pour la nutrition de façon coordonnée ;
- Disposer d'un cadre institutionnel adéquat et de haut niveau ;
- Œuvrer pour garantir que la nutrition demeure une priorité de développement dans les forums nationaux ;
- Allouer plus de ressources financières aux activités de nutrition des secteurs impliqués dans la nutrition ;
- Nouer des contacts stratégiques avec des partenaires techniques et financiers qui appuient la nutrition notamment à travers le réseau de bailleurs et donateurs ;

⁷ Gillespie S, Haddad L, Mannar V, Menon P, Nisbett N; Maternal and Child Nutrition Study Group. The politics of reducing malnutrition: building commitment and accelerating progress. Lancet. 2013 Aug 10;382(9891):552-69.

⁸ Mejia Acosta A, Fanzo J. Fighting maternal and child malnutrition: analysing the political and institutional determinants of delivering a national multisectoral response in six countries. A synthesis paper. Brighton, UK: Institute of Development Studies, 2012

⁹ Garrett, JL, Natalicchio M. Working multisectorally in nutrition: principles, practices, and case studies. Washington, DC: IFPRI, 2010.

¹⁰ Haddad L, Mejia Acosta A, Fanzo J. Accelerating reductions in undernutrition: what can nutrition governance tell us? Brighton, UK: IDS, 2012.



- Mobiliser les ressources financières domestiques et augmenter la part du budget de l'Etat allouée à la nutrition ;
- Assurer un suivi/orienter les financements des interventions de nutrition en vue de permettre une couverture universelle des interventions prioritaires ayant l'impact le plus élevé sur la prévention de la malnutrition ;
- Consolider le système de surveillance, le suivi, l'évaluation et la recherche afin de promouvoir les bonnes pratiques, le partage d'expériences et la redevabilité.

Aux Départements Ministériels et aux Services Déconcentrés

La mise en œuvre réussie des actions de nutrition, nécessite une implication de plusieurs départements ministériels (Santé, Agriculture, Elevage, Eau, Hygiène et Assainissement, Education, Protection Sociale, Commerce, Emploi et du Travail, Recherche...), mais aussi de leurs Directions techniques régionales et provinciales ainsi que les collectivités territoriales. Aussi, il apparait que la recherche de collaboration et de partenariat entre ces secteurs à travers leurs structures techniques clés est plus que nécessaire.

Des départements ministériels clés à travers les directions techniques sont engagés dans le Cadre Commun des Résultats en nutrition qui est un outil de suivi des progrès sur la mise en œuvre de l'approche multisectorielle pour le renforcement de la nutrition au Burkina Faso. Les secteurs à travers les différents points focaux nutrition constituent l'interface entre le secrétariat de la coordination (Secrétariat Technique chargé de l'alimentation et de la nutrition /Ministère de la Santé) et les secteurs respectifs ; cependant, sur le plan pratique, très peu d'entre eux jouent ce rôle, et l'institutionnalisation d'unité/cellules de nutrition au niveau des secteurs peine à se matérialiser. Il faudra donc :

- Renforcer les compétences sur les questions liées à la nutrition au niveau des secteurs ministériels ;
- Etablir et renforcer principalement le dialogue inter-structure de coordination (nutrition, protection sociale, sécurité alimentaire, eau et éducation) et avec les directions techniques clés ;
- Renforcer la position ou le leadership du point focal Nutrition au sein des secteurs clés ;
- Renforcer la diffusion et la communication sur le Cadre Commun des Résultats surtout à l'interne dans les Départements Ministériels ;
- Communiquer pour une compréhension des multiples approches sectorielles de la nutrition ;
- Renforcer les capacités dans les secteurs pertinents afin d'intégrer et de suivre les objectifs nutritionnels dans leurs programmes de base ;
- Nouer des contacts stratégiques avec des partenaires techniques et financiers qui appuient la nutrition notamment à travers le réseau de bailleurs et donateurs ;
- Faciliter l'adoption des textes législatifs relatives à l'allaitement et à l'alimentation de complément des enfants.



Aux Régions, aux Collectivités et aux Communautés Locales

La coordination verticale (centrale, régionale et communale) demeure un gros défi pour les régions et communes si au niveau central ou national, on note une multitude de cadres de coordination et une faible synergie des actions inter-sectorielles.

La lutte contre la malnutrition dans les Régions et les Communes requiert l'implication de plusieurs secteurs d'activités clés. Ainsi, au niveau des communes on a : (i) l'exécutif régional et communal, (ii) les conseils régionaux et municipaux, (iii) les conseils villageois de développement, (iv) les directions et services techniques déconcentrés, (v) les communautés, (vi) les acteurs d'appui au développement local (les organisations non gouvernementales, les organisations à base communautaire constituées d'associations de développement et des groupements villageois, de projets et programmes d'appui et de la coopération décentralisée...).

Pour réussir ensemble et de façon coordonnée, il apparaît nécessaire de :

- Mettre progressivement à l'échelle les interventions spécifiques et sensibles à la nutrition ;
- Optimiser et dynamiser les plateformes existantes à différents niveaux pour le renforcement et la conduite des actions de nutrition ;
- Conduire des campagnes de communication sur l'intégration de la nutrition dans les Plans et Stratégies Locaux de Développement ;
- Renforcer les capacités au niveau des gouvernorats, des conseils régionaux pour permettre d'avoir une vision holistique de la nutrition et faire le lien entre les différents cadres de concertation et de coordination ;
- Documenter ou capitaliser le processus d'élaboration à la mise en œuvre des Plans et Stratégies Locaux de Développement ;
- Prendre en compte le financement des interventions de nutrition dans les plans d'investissement annuel des collectivités ;
- Identifier des mécanismes de financements endogènes et innovants pour investir dans la nutrition ;
- Accroître le nombre des acteurs communautaires œuvrant dans la nutrition pour le renforcement de leurs actions;
- Renforcer les capacités du personnel sur les thématiques de l'alimentation et de la nutrition au niveau des services techniques ;
- Assurer une meilleure couverture et répartition des agents techniques de l'Etat opérant au niveau des communes, notamment dans les villages pour accroître les efforts de vulgarisation et d'appui conseil.



Au Champion National de la Nutrition

Il est important de renforcer les actions en impliquant de nouveaux alliés, car il est évident que « seules les grandes mobilisations ont le pouvoir de changer le monde ». Ces nouveaux alliés sont notamment des personnalités ou autres célébrités influentes issues du monde politique, culturel, artistique, coutumières, ... qui vont donner de la voix et contribuer ainsi à défendre cette si noble cause qu'est la nutrition. Ces personnalités devront :

- Donner de la voix sur l'importance de la nutrition dans le développement social et économique du Burkina Faso ;
- S'engager dans la lutte contre les pesanteurs socioculturelles néfastes à la nutrition (liées à l'ANJE¹¹, l'AME¹², aux interdits alimentaires, aux interdits directionnels, etc.), par l'influence des responsables coutumiers dans l'adoption des bonnes pratiques nutritionnelles par les populations ;
- Contribuer à favoriser l'engagement des femmes pour un accès aux instances de décision afin qu'elles usent de leur position pour le renforcement de la nutrition en faveur des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes et mères allaitantes ;
- Contribuer au renforcement des engagements politiques (cas de l'ancrage institutionnel et de la coordination multisectorielle) et financiers du gouvernement en faveur de la nutrition (lignes financières nutrition dans les budgets sectoriels, sur l'intégration de la nutrition dans les plans locaux de développement) ;
- Encourager les partenaires techniques et financiers à renforcer leurs engagements financiers au profit du Burkina Faso en matière de nutrition et à investir davantage dans des programmes de développement ;
- Inviter les organisations de la société civile burkinabè à plus d'actions en faveur de la nutrition (veille citoyenne) ;
- Inviter les collectivités locales à s'approprier la nutrition comme un domaine prioritaire pour le développement social et économique, à travers la planification d'actions spécifiques et pro-nutrition, leur mise en œuvre et le suivi-évaluation ;
- Inciter les populations à adopter des comportements favorisant le recul de la malnutrition par l'adoption de bonnes pratiques nutritionnelles.

Aux Réseaux du Mouvement SUN

La création ou la mise en place des différents réseaux pour la nutrition s'inscrit dans la dynamique de l'adhésion du Burkina Faso au mouvement mondial SUN (Scaling Up Nutrition ou renforcement de la nutrition) en 2011. En travaillant ensemble au sein du Mouvement SUN, les partenaires déclarent respecter les principes d'engagement du Mouvement SUN et tenir leurs engagements, notamment en matière de mobilisation des ressources et d'harmonisation des mises en œuvre afin d'optimiser la couverture et

11 Alimentation du nourrisson et du jeune enfant

12 Allaitement maternel exclusif



l'efficacité de leurs actions. Au niveau national, chacun de ces Réseaux peut mettre en œuvre un certain nombre de messages clés.

❖ **Au Réseau des Nations Unies pour la nutrition**

Contribution à l'amélioration de la gouvernance en nutrition

- Harmoniser le contenu des messages de plaidoyer pour la nutrition ;
- Coordonner les efforts de plaidoyer pour la nutrition à l'endroit du Gouvernement et des bailleurs pour augmenter les financements ;
- Renforcer le leadership afin de réduire le poids de la malnutrition et particulièrement du retard de croissance en tenant compte des différents engagements pris au niveau national et international (cibles de l'Objectif du Développement Durable 2, Assemblée Mondiale de la Santé, Décennie d'Actions pour la Nutrition, Déclaration de Rome sur la nutrition et Cadre d'action adoptés lors de la Deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) ...);
- Plaidoyer/ appui technique pour un renforcement des orientations politiques et stratégiques à différents niveaux administratifs et dans tous les ministères pour assurer la cohérence entre toutes les politiques des secteurs spécifiques et sensibles à la nutrition ;
- Faire le plaidoyer pour un ancrage institutionnel adapté pour une bonne coordination multisectorielle et une meilleure gestion ;
- Comblent les grands gaps du financement de la nutrition y compris le budget de l'Etat;
- Renforcer les capacités dans les services de l'Etat et les cadres juridiques relatifs à la nutrition ;

Concrétisation de l'initiative « Unis dans l'action » et parler d'une seule voix

- Se mobiliser autour d'une programmation commune basée sur les priorités nationales et sur les avantages comparatifs de chaque agence, y compris les programmes conjoints ;
- Renforcer les mécanismes de coordination/ communication intra et inter agence, ainsi qu'avec les autres réseaux de la plateforme multisectorielle de nutrition ;
- Renforcer les capacités dans les agences pour un engagement et une motivation importante du personnel impliqué vers la réalisation des résultats ;
- S'engager à mobiliser conjointement des ressources pour la nutrition et à mettre en place un cadre budgétaire commun pour la nutrition ;
- Renforcer le plaidoyer et la communication en faveur de la nutrition.

❖ **Au Réseau des Parlementaires pour la sécurité nutritionnelle**

- Accompagner l'adoption et l'application des lois existantes et le vote de lois en faveur de la nutrition (Exemple : document de plaidoyer pour la détaxation des produits



entrant dans la prévention et le traitement de la malnutrition, décret national sur la commercialisation des substituts du lait maternel) ;

- Favoriser le plaidoyer de la création des lignes budgétaires nationales pour la nutrition.

❖ **Au Réseau de la Société Civile pour la nutrition**

- Améliorer la concertation et la coordination d'une société civile engagée en faveur de l'amélioration de l'état nutritionnel des populations au Burkina Faso ;
- Poursuivre le plaidoyer pour la mise en place d'un ancrage institutionnel supra-ministériel de coordination multisectorielle de la nutrition ;
- Faire le plaidoyer pour les états généraux de la nutrition au Burkina Faso ;
- Inciter le Gouvernement burkinabè à participer et s'engager davantage pour la nutrition aux hauts sommets internationaux ou Initiatives (N4G, SUN, GG, ALN...) ;
- Poursuivre le plaidoyer pour le maintien et l'accroissement progressif des lignes budgétaires pour des interventions spécifiques et sensibles à la nutrition dans le budget national (via les budgets sectoriels) ;
- Poursuivre la réalisation des études pour servir d'évidences au plaidoyer national en faveur de la nutrition (analyses budgétaires nutrition, financements innovants endogènes : taxations diverses au plan national et local) et partager les résultats clés et les recommandations aux cibles ;
- Mobiliser les décideurs politiques et économiques, ainsi que le grand public autour des enjeux de la nutrition (campagnes de sensibilisation via chanson nutrition, messages radios et télé, affichage, Champions de la nutrition du RESONUT, etc.) ;
- Renforcer les capacités des communes et des régions à intégrer des actions sensibles à la nutrition dans leurs plans locaux de développement (PCD et PRD) ;
- Concevoir et diffuser des outils de sensibilisation sur la nutrition.

❖ **Au Réseau du Secteur Privé pour la nutrition**

- Identifier les domaines dans lesquels le secteur privé peut soutenir les stratégies nationales de nutrition existantes ;
- Sensibiliser les entreprises nationales et les autres acteurs sur le rôle que peuvent jouer les entreprises en tant que partenaires au renforcement de la lutte contre la malnutrition, et mobiliser les engagements du secteur privé dans les domaines prioritaires ;
- Promouvoir l'éducation nutritionnelle du public, du consommateur, dans l'enceinte même des magasins de vente au détail ou en gros ainsi dans les cliniques de soins urbaines et rurales ;
- Engager des partenariats avec des associations pour améliorer les campagnes de plaidoyer : les associations et conseils d'entreprises pour sensibiliser davantage leurs membres aux problèmes de nutrition ;
- Développer des initiatives pour la contribution du secteur privé dans la lutte contre les maladies non transmissibles afin de tenter de limiter leur progression ;



- Contribuer au financement de la nutrition directement, le financement de certains aspects de la promotion de la nutrition étant présenté comme une étape importante vers une approche multisectorielle de lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes.

❖ **Au Réseau des Donateurs pour la nutrition**

- Instaurer une coopération efficace entre donateurs pour une grande collaboration, de complémentarité et de synergie des efforts des donateurs ;
- Appuyer l'intensification et la coordination de soutiens financiers catalytiques en faveur des interventions nutritionnelles nationales ;
- Catalyser le soutien collectif des donateurs pour renforcer la nutrition au niveau des pays ;
- Favoriser le renforcement de l'appui financier des Partenaires Techniques et Financier en faveur de la nutrition au Burkina Faso (financements durables plus que de financements d'urgence, plus de finances) ;
- Œuvrer à ce que d'avantage de ressources soient engagées pour la nutrition et que les approches adoptées par les donateurs pour la nutrition soient mieux harmonisées ;
- Renforcer la redevabilité et améliorer le suivi des ressources extérieures d'aide au développement.

❖ **Au Réseau du secteur Académique et de la Recherche pour la nutrition**

- Développer des études thématiques sur la nutrition, façonner les programmes de recherche, effectuer des examens systématiques, en vue d'éclairer les différentes parties prenantes avec des données probantes ;
- Participer aux processus politiques et utiliser des preuves scientifiques et des connaissances en matière de nutrition pour la prise de décisions ;
- Veiller à ce que tous les ministères, organismes et départements gouvernementaux concernés soient dotés de connaissances et de capacité d'intégrer les objectifs et les stratégies de nutrition dans leurs plans sectoriels pour vaincre la malnutrition ;
- Développer les programmes pour une formation pré-service et de recyclage du personnel dans les différents ministères de tutelle ;
- Assurer le leadership pour former et renforcer les associations professionnelles nationales et promouvoir leur plus grand engagement dans les efforts de renforcement des capacités ;
- Fournir un appui technique à la conception, la mise en œuvre, l'interprétation et la validation des enquêtes nationales ou des enquêtes à objectifs spéciaux, des systèmes de rapports, des indicateurs de progrès et des systèmes de suivi et évaluation.



❖ Aux Médias Nationaux et Réseaux de journalistes

- Divulguer des faits importants, susciter l'enthousiasme, impulser le changement et fédérer des voix ;
- Stimuler les efforts des parties prenantes dans l'élargissement de la nutrition ;
- Intensifier la contribution de la musique comme canal de promotion de la nutrition au Burkina Faso ;
- Jouer le rôle majeur de relais et de sensibilisation des médias dans la mobilisation du public pour un plaidoyer favorable à la nutrition ;
- Sensibiliser les populations à l'importance de la nutrition à travers des messages essentiels pour une bonne nutrition et un régime alimentaire sain ;
- Mener un plaidoyer essentiel visant à faire de la nutrition une priorité politique et à s'assurer que les structures de gouvernance et les actions mises en place favorisent la redevabilité de tous les acteurs ayant un rôle à jouer dans le renforcement de la nutrition ;
- Canaliser la volonté politique et les efforts des décideurs, des bailleurs de fonds, du secteur privé et de tous les citoyens pour investir davantage dans la nutrition.



Références

AUF. Création d'un réseau universitaire régional dans le domaine de la santé, la nutrition et la sécurité alimentaire. <https://www.auf.org/nos-actions/toutes-nos-actions/creation-dun-reseau-universitaire-regional-dans-le-domaine-de-la-sante-la-nutrition-et-la-securite-alimentaire/>

PAM. Le coût de la FAIM au Burkina Faso Implications pour le développement national. Incidence sociale et économique de la sous-nutrition chez l'enfant au Burkina Faso, Réseau UN Burkina Faso. Agenda commun des nations unies pour la nutrition au Burkina Faso ; 2017. 30 pages

Mouvement SUN. Renforcement de la nutrition dans la pratique. De la science à l'action : Les universitaires et les décideurs s'unissent dans les pays SUN. Avril 2016. 40pages . Disponible sur : « http://docs.scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2017/01/InPractice_Science_no05_FR.pdf »

Mouvement SUN. Renforcement de la nutrition dans les faits. Mobilisation sociale, plaidoyer et communication pour la nutrition. Juillet 2014. 44 pages. Disponible sur : « https://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2014/10/Green_External_InPractice_no03_FR_20140926_web_page_s.pdf »

Mouvement SUN. Le GAIN et le PAM s'engagent dans une mobilisation du secteur privé pour qu'il contribue de manière positive à la nutrition en Tanzanie. Disponible sur : « <http://scalingupnutrition.org/fr/news/le-gain-et-le-pam-sengagent-dans-une-mobilisation-du-secteur-prive-pour-quil-contribue-de-maniere-positive-a-la-nutrition-en-tanzanie/> »

Mouvement SUN. Réseau des donateurs. Disponible sur : « <http://scalingupnutrition.org/fr/promoteurs-du-mouvement-sun/sun-donor-network/> »

REACH. Rapport d'évaluation des besoins pour le renforcement des capacités en nutrition ; Juin 2018. 75 pages

REACH. Guide pour la prise en compte de la nutrition dans les Plans et Stratégies Locaux de Développement. Burkina-Faso ; Mars 2018. 29 pages

Réseaux des Nations Unies et de la société civile. Note au Président de l'Assemblée Nationale. Malnutrition au Burkina-Faso. 2015. 10 pages

RESONUT. Evaluation des engagements du Burkina Faso pour la nutrition. Août 2018. 41 pages

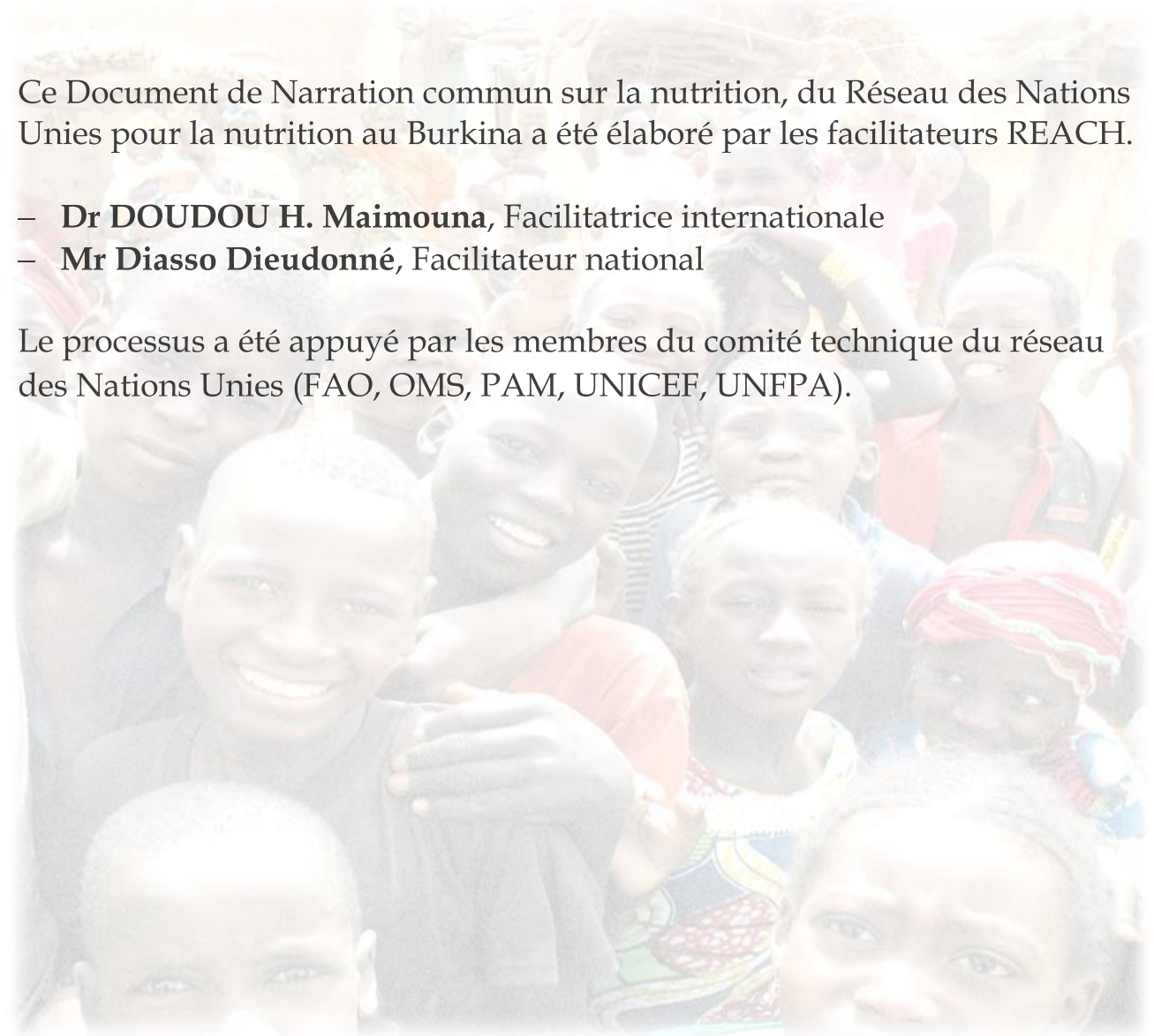


RESONUT. Réalisation de messages vidéos de plaidoyer par les champions de la nutrition au Burkina Faso « les champions de la nutrition vous parlent » 2017. 11 pages

Ce Document de Narration commun sur la nutrition, du Réseau des Nations Unies pour la nutrition au Burkina a été élaboré par les facilitateurs REACH.

- **Dr DOUDOU H. Maimouna**, Facilitatrice internationale
- **Mr Diasso Dieudonné**, Facilitateur national

Le processus a été appuyé par les membres du comité technique du réseau des Nations Unies (FAO, OMS, PAM, UNICEF, UNFPA).



Narratif commun sur la nutrition, du Réseau des Nations Unies pour la nutrition

Ouagadougou, Burkina Faso



Octobre 2018

